

Une réponse au ministre des Affaires étrangères, qui reproche aux journalistes d'avoir eu une mauvaise appréciation du traité de Nice.

## Hubert Védrine et la presse

par JEAN QUATREMER

**H**ubert Védrine s'en désole: «dans la France d'aujourd'hui, il y a très peu d'analyse et de réflexions sur l'état du monde, la politique étrangère et les relations internationales. Au mieux, écrit le ministre des Affaires étrangères dans son article intitulé «Refonder la politique étrangère française», paru dans le Monde diplomatique de décembre dernier, on a droit à des réactions et interpellations moralistes, émotionnelles ou scandalisées qui ne forment en tout cas pas un ensemble cohérent ni une réflexion».

Le ministre des Affaires étrangères a répété plus brutalement sa pensée en présentant ses vœux à la presse le 12 janvier: il s'est, en effet, désolé de «l'erreur collective d'appréciation» commise par les journa-

listes qui ont jugé que le traité de Nice sur la réforme des institutions communautaires était un échec. Pourquoi, s'interroge-t-il, un tel «décalage stupéfiant entre les résultats de Nice et la plupart des commentaires qui ont été faits?»

Tout simplement parce que les journalistes se sont trompés, ont commis des «erreurs d'analyse» graves qui les ont conduit à formuler «collectivement» une contrevérité.

La réalité est tout autre selon Hubert Védrine: Nice est un vrai succès qui va permettre à l'Union de poursuivre son intégration et d'affronter sans heurt son élargissement à une quinzaine de nouveaux pays. C'est cela qu'auraient dû écrire les journalistes s'ils avaient eu l'intelligence des relations internationales telle que prétend la posséder le chef de la

diplomatie française.

Evidemment, cette «erreur collective d'appréciation» ne peut pas être le fruit du hasard. Comme il a paru difficile à Hubert Védrine de traiter collectivement les journalistes d'imbéciles, il a préféré mettre en cause le prisme idéologique qui aurait déformé leur vision: ils ont été aveuglés par leur «déception» d'un traité de Nice insuffisant, «déception» que le ministre «comprend» de la part de «militants sincères et convaincus de l'intégration européenne». Au passage, il faut noter que le ministre ne doit pas se ranger dans ces rangs-là puisqu'il se dit satisfait du traité.

Tout est dit: la presse soi-disant objective ne l'est pas ou plus. Elle est aux mains de «militants» dominés par leur

lecteurs, auditeurs ou télé-spectateurs, une vision tronquée de la réalité. Autant dire que ses critiques ne sont dès lors plus recevables.

Donc, si l'on résume la pensée ministérielle, lorsqu'un intellectuel, un observateur ou un journaliste prétend s'intéresser à la politique étrangère, il le fait au prisme de son idéologie, de sa morale ou de ses émotions. Ne doutons pas un instant que Hubert Védrine aurait été infiniment plus indulgent si la presse française et internationale avait applaudi les résultats de la présidence française de l'Union.

Si le propos n'était pas tenu par le ministre des Affaires étrangères, il prêterait à sourire. Ce qui est préoccupant, c'est qu'un responsable gouvernemental puisse se livrer à un tel exercice d'excommunication. Car tout le discours d'Hubert Védrine peut brutalement se résumer à ceci: ceux qui ne sont pas d'accord avec moi — ou disons mon gouvernement — n'ont rien compris. Le ministre ne semble pas gêné d'afficher ainsi son «hubris», selon le mot qu'il emploie dans le Monde diplomatique, c'est-à-dire sa «présomption».

Il n'est nullement choquant que le ministre français défende son bilan: il est dans son rôle. Mais, ici, ce n'est pas de cela qu'il s'agit. L'attention ministérielle aurait dû être attirée par le fait que les critiques ont été largement unanimes, en France et à l'étranger, un fait sans précédent. En outre, la presse n'a pas été seule à critiquer le traité de Nice: hommes politiques français et européens de tous bords, professeurs, chercheurs, etc., ne l'ont pas ménagé, sauf rares exceptions.

Même les opinions publiques ne suivent plus leur gouvernement comme l'a encore montré un récent sondage: une majorité d'Européens, interrogés au lendemain de Nice, se disent insatisfaits de la façon dont l'Europe se construit tout en se reconnaissant dans l'idée de «fédération européenne».

Seuls les pays eurosceptiques, telle la Grande-Bretagne, ainsi que les pays candidats à l'adhésion se sont réjouis et pour cause: l'accord de Nice marque à la fois un recul de l'intégration communautaire et lève le dernier obstacle à l'élargissement.

**Tout le discours d'Hubert Védrine peut brutalement se résumer à ceci: ceux qui ne sont pas d'accord avec moi — disons mon gouvernement — n'ont rien compris.**

Sur le fond, il n'est nul besoin d'être un «militant sincère et convaincu de l'intégration européenne» pour se rendre compte que l'axe franco-allemand est en ruine, que les décisions seront plus difficiles à prendre demain qu'aujourd'hui au sein du Conseil des ministres, puisqu'il faudra réunir trois majorités différentes, que le poids de Berlin sera plus important que celui de Paris tant au Conseil qu'au Parlement européen, ou encore que l'ex-

tension du vote à la majorité qualifiée n'a pas concerné les matières les plus importantes, etc., etc., etc.

Ce ne sont pas les journalistes et les analystes qui ont proclamé que la France refuserait tout «accord au rabais»: cela les autorise à tout le moins à juger du résultat à l'aune de l'ambition affichée sans que les autorités politiques ne s'en offusquent.

Il est douteux que le ministre des Affaires étrangères, doté d'une vigoureuse intelligence, n'ait pas une conscience aigüe de tous ces éléments. Alors pourquoi une telle attaque contre la presse? A cela trois explications possibles: soit Hubert Védrine cherche à éviter qu'un traité auquel il a participé ne soit par trop dévalorisé, au risque de voir son nom associé à un échec. Soit, encore une fois, le chef de la diplomatie française fait profession de cynisme, disant le contraire de ce qu'il pense. Soit, enfin, et c'est l'hypothèse la plus inquiétante, il est persuadé de ce qu'il dit: Nice correspondrait à la conception de l'Europe qu'il se fait.

A tout le moins, le débat gagnerait en clarté s'il admettait enfin sa pusillanimité européenne.

Jean Quatremer est journaliste à Libération.